

La politique internationale du Parti socialiste

Intervention au 41° Congrès national de la SFIO.

Juillet 1949

Camarades, vous avez dû comprendre de l'exposé même que Robert Verdier a fait au Congrès, que la position de la minorité à la Commission internationale aurait pu être exposée immédiatement après les trois autres rapports ; Il se trouve que pour cette commission la minorité que je représente vient au début de la discussion générale. Je ne m'en plains pas. J'essaierai de faire un effort pour rattacher les observations que j'ai à faire sur l'orientation de la politique générale internationale du Parti, à l'ensemble des considérations et des conclusions pratiques que nous avons suggérées au Congrès et aux fédérations par la déclaration qui a circulé et qu'ont signée un certain nombre de camarades dont j'ai été, Depreux, Gazier, etc.

C'est dire immédiatement au début de cet exposé, après avoir entendu les camarades de l'Union Française, que nous sommes disposés quant à nous à répondre à leur appel et à ne pas permettre qu'une fois de plus votre congrès se termine par des vœux pieux, mais sur ce point précis de la proposition concernant la guerre d'Indochine, nous irons jusqu'au vote final pour demander que le Parti, par une interpellation, oblige le gouvernement à fixer sa position et accepte ou rejette notre proposition, ce qui immédiatement éclairera la lanterne de chacun, comme notre ami Guy Mollet l'a demandé il y a un instant. Ceci dit, il est évident qu'il y a sur les problèmes internationaux de grandes convergences, et ce n'est pas sur les choses avec lesquelles nous sommes d'accord que j'aurai l'occasion de dire la position particulière qui a été la mienne au Comité directeur sur ces problèmes.

Là il y a par exemple une certaine tonalité internationale et démocratique qui, dans certains cas, n'est pas encore conforme à nos désirs. Je parle en particulier pour commencer du problème grec. Il est évident que nous sommes d'accord pour faire l'impossible de manière à aider tous les camarades grecs qui sont antitotalitaires et contre le gouvernement actuel, de manière qu'ils associent et qu'ils soient soutenus par la solidarité active de la démocratie européenne.

Mais ce que nous ne pouvons pas considérer comme une politique socialiste, ce sont les zigzags de la diplomatie et le fait qu'on a considéré un groupe de camarades socialistes qui a longtemps collaboré avec les Staliniens, comme les seuls représentants en Grèce du socialisme démocratique. C'est aujourd'hui un point de divergence entre nous.

Je me suis associé à l'unanimité du Comité directeur pour favoriser, même par le canal des négociations internationales, tout ce qui pourrait actuellement mettre fin à la guerre en Grèce de même que nous le ferons en Indochine même si ce moyen fait appel aux institutions officielles internationales, car la paix nous préoccupe avant tout, mais nous ne pouvons pas considérer que cette attitude, qui fait passer certains camarades d'un camp dans l'autre, est conforme à une vue générale de la politique socialiste internationale telle que nous le désirerions.

Ce n'est pas la première fois que nous nous trouvons en divergence d'appréciation à l'égard de certains camarades et en particulier de toute l'émigration. Aujourd'hui je suis heureux de voir que le Parti a reconnu des observations que je faisais seul il y a un an, il y a deux ans, à l'égard des militants socialistes qui se sont dressés depuis toujours contre le stalinisme en même temps que contre la réaction, comme les seuls qualifiés pour représenter le socialisme international.

Il y a encore actuellement des divergences entre nous et je regrette d'avoir été saisi d'une protestation d'un groupe ; je n'ai pas le temps matériel de lire la protestation mais je veux la citer ; il s'agit de la protestation d'un groupe socialiste roumain parce que le Parti français a cru devoir passer outre à la décision sage du COMISCO de faire des enquêtes et d'examiner la situation réelle avant de reconnaître quelque groupe ce soit, venant de Roumanie.

Il y a en effet des Socialistes en prison en Roumanie et ces Socialistes sont en prison alors que d'autres Socialistes ont été depuis au pouvoir, avec les staliniens.

La situation est donc très délicate et il eut été sage de ne pas faire preuve d'une sorte d'esprit fractionnaire et de considérer que les problèmes internationaux peuvent se résoudre en préférant telle ou telle personne à telle ou telle autre. C'est bien plus élevé que cela.

L'état de protestation permanente que nous voulons voir se réaliser dans la conscience socialiste internationale... Cela est si vrai, pour qu'il n'y ait pas de malentendus vis-à-vis même des camarades qui représentent ici ces partis de l'émigration et toute l'internationale, je veux souhaiter que l'on aborde ces problèmes avec la compréhension la plus large, de manière à considérer que tous ceux qui ont compris tout de suite ou qui ont compris plus tard que le stalinisme représentait une sorte de dégénérescence totalitaire dans le front ouvrier, tout cela doit se rejoindre.

Mais il appartient difficilement à l'extérieur de choisir et ce sont les militants eux-mêmes sur place et dans l'émigration, qui doivent sous la pression fraternelle finir par trouver des modalités d'accord.

C'est pourquoi je ne suis pas opposé à des efforts de cette nature. En Italie, nous sommes tous d'accord ; en Grèce nous sommes d'accord en principe, à condition qu'on veuille bien tenir compte de l'existence d'autres groupes. Des camarades qui ont lutté, qui ont été victimes, qui ont des morts, pas seulement des morts par les nazis, mais des morts par les staliniens dans leurs rangs, et il y a quelque chose qui pour moi est particulièrement pénible c'est de sentir qu'on ne met pas sur le même plan ceux qui ont été assassinés par nazis et ceux qui ont été assassinés par les staliniens.

(Applaudissements)

Nous honorons des morts comme Matteoti, assassiné par le fascisme international mais quant à moi et quant à nous, Socialistes internationalistes, les camarades assassinés en Russie soviétique... (*Applaudissements*)... sont également des représentants authentiques du Socialisme démocratique international.

Et alors, nous arriverons à nous mettre d'accord à condition qu'on généralise cette sorte de reconnaissance, de renaissance de la conscience socialiste démocratique et internationaliste, qui est commune.

Il ne s'agit pas seulement d'un phénomène de remontée du niveau de conscience politique, il s'agit aussi de la remontée du niveau de la politique pratique internationale. Nous sommes très loin, évidemment, de ce que nous souhaitons tous et je veux dire ici que les réserves que je veux faire ne diminueront en rien l'appui total que nous apporterons à notre secrétariat du Parti, à l'ensemble du Comité directeur, pour revenir très vite à l'Internationale que nous souhaitons.

Seulement, il y a des problèmes fondamentaux qui sont posés et qu'il faut aborder franchement entre nous. On peut parfaitement considérer que tel ou tel camarade n'est pas digne de figurer dans telle ou telle délégation, parce que sa position n'est peut-être pas celle du Parti, mais on ne peut pas écarter de la discussion internationale la nature des problèmes fondamentaux qui sont posés maintenant. C'est pour apporter notre contribution à cette discussion qu'à la Commission internationale de ce Congrès nous avons eu l'occasion de discuter longuement avec les camarades qui ont rapporté ici et de faire le point sur un certain nombre de divergences.

Une politique socialiste internationale doit être en effet à triple caractère : démocratique, internationaliste, et révolutionnaire.

Démocratique, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas se prêter à des falsifications de la démocratie, qu'elle doit être franchement l'expression démocratique totale, elle ne peut pas non plus être simplement une suite d'opportunismes qui font qu'on était hier avec les staliniens, aujourd'hui avec une certaine conception du Pacte Atlantique.

Camarades, il faut avoir une position vraiment autonome à ce sujet.

Internationaliste, c'est-à-dire – et c'est la répétition même de l'objection que je fais – elle doit être de nature à promouvoir la véritable troisième force internationale, et cette troisième force internationale va se créer contre les blocs impérialistes qui cherchent à nous diviser.

Voilà donc, très rapidement, les observations que je voulais faire en n'oubliant pas que, même si ces observations ne correspondent peut-être pas à l'état d'esprit de tous les camarades du Congrès.

Nous ne sommes même pas capables d'exiger de notre Gouvernement qu'il nous dise exactement quels sont les engagements qui ont été pris en notre nom entre les signataires du Pacte de l'Atlantique, en ce qui concerne l'Espagne. On nous donne des garanties à ce sujet, bien sûr !

Camarades, je ne veux pas rappeler un certain nombre de discussions du même ordre. J'ai entendu des militants les plus autorisés du Parti demandant les accords de Rome, parce qu'on avait dit : « *Laval a donné sa parole que Mussolini a promis de ne pas engager la guerre d'Ethiopie.* » Dans « *Le Populaire* » le lendemain, j'écrivais : « *Même si c'est Laval, et surtout si c'est Laval, une promesse de diplomate comme cela ne doit jamais être prise au sérieux par les socialistes !* »

Et c'était vrai ! Parce que la guerre d'Ethiopie a été faite avec cette complicité presque tacite, cette croyance que les socialistes ont souillée de leur vote que l'on pouvait en effet baser une politique internationale sur les engagements ou les tractations de chancelleries.

Eh bien, camarades, sur ces plans essentiels, nous souhaitons qu'il y ait une véritable renaissance de l'autonomie de la pensée socialiste. La solidarité avec les opprimés, cela ne s'exprime pas seulement dans une motion, cela s'exprime dans une protestation contre le fait qu'on empêche de circuler un homme comme M...(?)... dont nous ne pouvons pas critiquer les positions idéologiques, puisqu'il est encore sous le coup d'une interdiction de séjour qui a été voulue par Pétain et qu'on continue à lui appliquer.

Voilà comment on dresse contre soi des populations opprimées parce qu'on n'est pas loyal à l'égard des libertés d'autrui !

(Applaudissements)

Je demande qu'on en finisse avec les divergences qui existent à l'intérieur de notre travail collectif, et nous souhaitons qu'on en finisse aussi avec cette croyance et cette illusion qu'il suffit de petites combinaisons de personne à personne, de diplomate à diplomate, pour régler des problèmes fondamentaux.

C'est la question maintenant de la nature même de l'opposition que j'ai faite au Comité directeur au Pacte Atlantique, avec le souci qu'on ne puisse pas confondre ces positions avec celles des staliniens qui n'ont aucune raison de se réclamer du Socialisme international puisqu'ils sont les agents d'un bloc impérialiste, et puisque je suis le premier à reconnaître que la manière dont les camarades du Parti réagissent pour les Socialistes Scandinaves et les conséquences du danger terrible que sur nos libertés la menace stalinienne fait peser.

Je comprends cela mais je dis : si vous croyez qu'il est possible de trouver la solution dans cette direction de la participation à un effort militaire pour éloigner le danger stalinien, vous risquez de tous tromper lourdement, car cet effort militaire comporte des conséquences économiques qui rendront de plus en plus difficile la pratique d'une politique d'élévation permanente du niveau d'existence de la classe ouvrière.

Camarades, je vous donne rendez-vous au Congrès de l'année prochaine, et nous verrons – je demande que ce soit enregistré – si la prophétie de Léon Boutbien est vraie, c'est-à-dire si le total des dépenses militaires est l'année prochaine moindre que cette année. Et on se rendra compte alors si l'élévation du niveau d'existence de la classe ouvrière est possible en même temps que l'on accepte la militarisation et que l'on accepte de se laisser soi-même emprisonner dans cette mécanique, dans cette politique qu'on ne nous a même pas demandé de discuter.

Car je le souligne en passant, les règles élémentaires de la démocratie ne jouent plus quand il s'agit des problèmes de la stratégie. Au fond, tout est actuellement dominé par la stratégie.

Lorsque l'Afrique du Nord revendique des crédits pour des barrages, pour qu'on améliore la productivité, les crédits vont aux caves souterraines et au radar de Mers-el-Kébir qui sera la grande base militaire dans la troisième guerre. Et pour cela, vous n'avez même pas été consultés en quoi que ce soit parce que cela se passe au-dessus de vous, et c'est pour jeter un cri d'alarme, pour vous demander de reprendre conscience de l'énorme possibilité que le Socialisme international pourrait trouver s'il s'élevait à son niveau à lui au lieu de se laisser imposer les conséquences mêmes du régime qu'il doit être destiné à remplacer.

Enfin, je m'excuse, je fais observer que j'avais tout de même à répondre à un discours de trente-cinq minutes, et je ne demande pas autant de temps, je vais abréger.

C'est simplement parce que nous sommes dans la discussion générale que j'indique en passant les conséquences d'une certaine orientation politique, sur la volonté unanime du Parti de faire en sorte que le pouvoir d'achat de la classe ouvrière soit vraiment relevé. Je dis qu'il y a des contradictions qui éclateront et vous serez obligés vous-mêmes de vous rendre compte que les avertissements que j'apporte ici au Congrès ont une nature objective et sont dans les faits et non pas du tout dans la fantaisie de tel ou tel camarade, du reste distingué.

Il faut actuellement en effet se rendre compte que la politique du Parti Socialiste ne peut être qu'internationaliste et révolutionnaire. Internationaliste parce que précisément c'est ce qui convient à notre époque, au moment où l'on souligne que tout s'organise sur le plan international.

C'est le mot d'ordre de nos vieux programmes. « *S'organiser en classe combattante à travers le monde, pour imposer nos solutions* ».

Je ne peux pas m'empêcher d'invoquer dans cette salle des discussions antérieures. On m'excusera de cette parenthèse. Elle montre bien à quel point, en dépit de nos divergences, par le fait même que nous pouvons les expliquer ici sans passion, sans nous déchirer, par ce seul fait elle montre que nous avons tous continué, et que nous sommes tous restés dans une atmosphère de démocratie à l'intérieur de ce Parti, à l'intérieur de ce pays.

Nous voudrions la voir s'étendre à la tribune même de l'Internationale, pour que les problèmes de l'Internationale soient discutés de cette façon, devant les militants ou leurs représentants.

J'entends encore dans cette même salle les voix de deux camarades, et je veux faire une hypothèse. Il s'agit de nos camarades Renaudel et Ziromsky. Ils étaient d'accord sur une certaine conception de lutte contre la guerre. Ils étaient en désaccord sur la participation. Mais il y avait une différence fondamentale, entre eux deux.

Je n'hésite pas à le dire, et je n'hésite pas à dire en quoi je me sens infiniment plus proche de ce que disait Renaudel, qui a d'ailleurs raison dans la pratique du Parti Socialiste aujourd'hui. Il avait peut-être tort à son époque, mais aujourd'hui c'est lui qui triomphe. Alors que Ziromsky qui croyait, qui croit peut-être encore, que Staline a toujours raison, avait oublié le vrai Socialisme.

Si des camarades comme Ziromsky revenaient ou essayaient de revenir au Socialisme démocratique traditionnel, il faudrait qu'ils réapprennent ce qui est aujourd'hui notre patrimoine commun, c'est-à-dire la nécessité de la libre investigation, la nécessité de l'atmosphère démocratique.

Je suis heureux, en tous cas, de voir que nous entendons presque encore Renaudel dans la voix de son fils que nous aimons bien, dans notre fédération...

(Applaudissements)

Mes camarades, je crois pouvoir vous dire que le caractère même de la politique de Renaudel, la démocratie, était associée aussi à la lutte contre la guerre, non pas par la militarisation, non pas par les phénomènes militaires. Il serait peut-être aujourd'hui d'accord avec cette hiérarchie des problèmes qui fait que nous devons, comme Socialistes, alors qu'il est encore temps dans les quelques années de survie de possibilités que nous avons, de préférer les techniques politiques aux techniques militaires, les problèmes économiques aux problèmes stratégiques.

Et c'est ce choix qui constitue une orientation, et c'est dans notre motion générale que nous placerons cette hiérarchie. C'est en vertu de cette conception générale que nous demanderons au Parti de dire : Problème numéro un le pouvoir d'achat. Et les problèmes militaires passeront après.

Voilà camarades un choix qui nous permet de faire dans ce problème une classification... *(Applaudissements)*... et je souhaite que la plus grande partie des délégués comprennent son importance.

Maintenant, j'ajoute que c'est exactement la même inspiration, retour à une méthode socialiste démocratique et internationaliste qui dicte notre position sur les problèmes de « *l'Empire* », comme a dit malheureusement notre camarade Ramadier – car c'est cela qui est désastreux – c'est que les camarades mêmes qui ont les plus hautes responsabilités comme Ramadier sont à ce point prisonniers de l'héritage des vieux impérialismes qu'ils n'ont même pas encore fait cet effort de chasser le vocabulaire du vieil impérialiste.

(Applaudissements)

Alors je veux dire tout de suite à notre camarade Boutbien, d'un mot, que dans son exposé il y a tout de même une certaine inquiétude qui résulte du fait que quand on se confie à des forces que l'on ne domine pas, les forces de la stratégie politique américaine, nous risquons d'avoir des déboires. Il faudrait peut-être mieux penser à l'échec énorme qui a été en Asie le résultat de cette confiance.

Car en effet, s'il y a une démonstration qui est faite, c'est qu'on ne lutte pas contre le stalinisme, et contre les problèmes politiques et sociaux qui sont posés à notre époque, avec des armées, avec des mitrailleuses, avec des avions, car ces armes passent dans les mains des adversaires quand il n'y a pas une politique socialiste et révolutionnaire pour animer la véritable défense de la liberté humaine.

(Applaudissements)

Alors camarades, tâchez de retenir que précisément en Asie la partie est jouée, et tâchez qu'elle ne se joue pas de la même manière en Europe, tâchez de ne pas, sous prétexte d'un anti-stalinisme que certains ont découvert d'ailleurs récemment, répéter cette expérience. Je dis quant à moi qu'il y a dix ou douze ans, à travers la tragique odyssée du mouvement espagnol, j'ai compris à quel point le stalinisme était le véritable virus de la contre-révolution dans les flancs du prolétariat. Et par conséquent, je n'ai pas révisé ma position là-dessus.

Mais faites bien attention qu'une certaine politique qui est prétendument dirigée contre le stalinisme livre en réalité la classe ouvrière aux staliniens parce qu'elle assimile une politique socialiste qui devrait être indépendante à des visées stratégiques qui, elles, sont extrêmement claires et que nous n'avons pas le droit de sous-estimer.

(Applaudissements)

Alors si vous le voulez bien, nous ferons un effort malgré cela pour réunir tous les partis dans une défense commune des libertés démocratiques, et du niveau de vie des travailleurs, et vous verrez que cela vous conduira à partir de cette base concrète qui nous est commune à réviser peut-être les positions doctrinales un peu fragiles qui, en tous cas, ne représentent pas ce qu'on pourrait appeler une cause.

Je ne reconnais pas d'ailleurs, ni dans ce Parti, ni dans le mouvement ouvrier actuellement, la physionomie d'une cause, car il y a une telle confusion que le problème de la désignation d'un Comité directeur est rendu très difficile.

C'est aussi, en passant, la liquidation totale des petites sectes impuissantes et je dirai, pour que ce soit entendu à l'extérieur, que je considère qu'aujourd'hui les militants révolutionnaires qui sont plus révolutionnaires que les Socialistes, que nous sommes, ont pour devoir de venir travailler avec nous, de s'expliquer avec nous, et de travailler non plus sur des formules et des idées dans un cabinet à trois ou quatre, mais avec la réalité de la base ouvrière pour non seulement se présenter comme chefs mais aussi pour apprendre.

Parce que si dans la classe ouvrière il y a une certaine inertie et une certaine réticence, c'est qu'on lui a donné à choisir entre la liberté et le socialisme prétendu stalinien, et que la classe ouvrière hésite, elle ne veut pas séparer la liberté du socialisme, et par conséquent, c'est notre devoir de dire aux camarades qui ont pu se tromper sur les menées du Parti : *« Vous voyez bien que dans ce Parti, on travaille loyalement à l'examen de tous les problèmes, puisque nous faisons appel au rassemblement des forces vives qui sont démocratiques, internationalistes, et révolutionnaires, et qui veulent faire comprendre mieux que la seule issue qui est restée actuellement à la classe ouvrière internationale pour qu'elle remplisse sa mission, c'est qu'elle se montre capable non pas d'obéir à la politique du vieux capitalisme, mais de lutter physiquement même, pour sa cause. »*

Camarades, il y a des forces pour le socialisme démocratique à travers le monde. Je veux conclure par là en donnant quelques exemples. Il y a des forces énormes qui ne demandent qu'à venir, si elles sentent un appel, et un appel qui peut venir de cette France de la Révolution, dont on parle et qui a un rayonnement, de cette France de la Commune.

Oui, camarades ! Ces forces font leur expérience quelquefois dans l'isolement. Elles ne cherchent qu'un pôle d'attraction que l'Internationale devrait leur fournir, l'Internationale socialiste qui devrait être la grande force vraie en même temps que la grande force politique d'organisation des travailleurs, l'Internationale qui devrait dénoncer les crimes de l'impérialisme, et qui ne devrait pas attendre que le Vatican en prenne l'initiative, car il n'est pas qualifié pour le faire.

Le Vatican ne dit rien sur les crimes en Espagne, il ne dit rien sur les crimes en Grèce. Le Vatican a mené des tractations immondes avec Mussolini pour quelques lingots d'or. Il n'est pas qualifié. Il est au service d'un système de conservation sociale.

(Applaudissements)

Et c'est le socialisme qui pourrait le faire. La réplique socialiste au danger terrible qui se fait jour actuellement est dans le discours de Deutsch. Elle est dans la littérature de nos camarades Autrichiens qui demandent précisément la qualification socialiste. Je n'entre pas ici dans la discussion de la politique commune, nous serons d'accord à ce sujet, mais elle est aussi dans le fait qu'il faut fournir une perspective aux masses qui sont actuellement en train de rechercher leur voie.

Il n'y a pas que la voie américaine. Il n'y a pas que la voie stalinienne, il y a aussi la troisième voie socialiste et démocratique. Ni Wall Street, ni Moscou, si les Socialistes sont capables de dire cela à travers le monde, de le dire et d'appliquer leur politique à cette réalité. Alors, camarades, les forces énormes dont je parle, qui viennent d'ailleurs de traditions très différentes, viendront vers nous.

Je prends deux exemples. Le socialisme a une base énorme dans ce magnifique pays que nos camarades travaillistes ont libéré de tout impérialisme : l'Inde. Il y a là-bas l'Inde socialiste qui s'inspire de la morale de Gandhi, et il y a dans la Russie soviétique elle-même un socialisme qui fait des expériences terribles.

Oui, camarades ! Je veux donner simplement cette précision car elle est peu connue. Il y a eu récemment encore en Ukraine un congrès clandestin avec des éléments qui ont déjà dépassé la tâche de lutte purement nationale et qui parlent dans leurs résolutions le langage que je viens d'expliquer, le langage de la troisième voie, le langage socialiste révolutionnaire contre le Socialisme stalinien, au nom du Socialisme démocratique.

Et ce sont là des combattants évidemment dressés à une autre école, une école clandestine qui a été capable d'abattre des généraux, des ministres nazis, polonais, russes, et qui se battent dans des conditions dont nous ignorons tout le drame.

Camarades, c'est la perspective que je vous propose. Je demande quelle est celle que vous allez proposer, je demande à ceux qui se prononceraient pour une autre pour laquelle ils se prononceraient ? Qu'est-ce que vous allez dire à ces travailleurs déjà inquiets par le chômage, à ces travailleurs qui sont actuellement inquiets par la menace totalitaire, qui ne savent pas si on va encore être obligé de recommencer la course aux armements ?

Eh bien nous disons, nous, la seule perspective c'est qu'il y ait une grande voie internationale socialiste et démocratique qui explique patiemment tout cela par ailleurs aux travailleurs, qui les détourne des techniques totalitaires staliniennes, qui les dresse contre l'impérialisme capitaliste, et qui appelle une vérité fondamentale.

Je m'excuse. On vient de célébrer le 14 juillet.

Les révolutions ont tout de même des enseignements à nous laisser.

Le choix que vous avez à faire est quotidien. La révolution socialiste se prépare chaque jour. C'est Mathews lui-même qui nous apprend dans une magnifique démonstration que les véritables révolutions, celles qui ne se bornent pas à changer les formes politiques et les personnels gouvernementaux, mais qui transforment les institutions et déplacent la propriété, cheminent longtemps, invisibles, avant que d'éclater au grand jour, sous l'effort de quelque circonstance fortuite.

« La Révolution française est sortie – c'est Mathews qui parle – du divorce toujours plus profond entre les réalités et les lois, entre les institutions et les mœurs, entre la lettre et l'esprit. »

Camarades, si vous pensez que le seul moyen de sauver actuellement le monde de la troisième guerre, de la dictature et de la crise économique, c'est d'être Socialiste fidèle à nos statuts, si vous pensez que la lettre et l'esprit doivent être traduits dans les actes, alors vous n'oublierez jamais dans la pratique de vos décisions l'entente et l'action internationale des travailleurs pour la socialisation des moyens de production et la conquête du pouvoir.

(Applaudissements)